

FRE-NEWS

Bulletin d'actualité de la Fédération romande pour l'énergie (FRE)

N° 68 – le 30 juin 2009

* * *

Nouvelles grandes centrales électriques

L'AVES exige un plan global

L'Entente suisse pour une politique énergétique réaliste (AVES) demande aux Chambres fédérales de définir un concept politique clair pour la construction urgente de nouvelles grandes centrales électriques en Suisse. Il s'agit notamment de choisir dans un premier temps les sites et l'échelonnement de l'implantation de deux nouvelles centrales nucléaires et, le cas échéant, d'une installation à gaz.

L'AVES, qui compte une centaine de parlementaires fédéraux parmi ses membres, invite la commission *ad hoc* du Conseil des Etats (CEATE-E) à prendre la direction de la définition et de la mise en œuvre de cette question fondamentale pour la sécurité d'approvisionnement du pays en énergie électrique. L'évaluation de la nécessité d'une ou de plusieurs centrales à gaz en tant que solution transitoire ne pourra être faite que dans le cadre d'un tel calendrier global.

Ce plan global devra être établi en collaboration avec la branche électrique pour éviter tout risque de désavantage concurrentiel. Il conviendra également de consulter les grandes organisations de consommateurs, pour lesquelles un approvisionnement sûr et économique s'avère déterminant. La CEATE-E devra établir un concept susceptible de réunir une majorité politique claire.

Le temps des études et des rapports est passé. L'AVES estime qu'il faut désormais passer aux décisions politiques. Il convient de procéder au choix et à l'échelonnement de nouvelles centrales nucléaires en dehors de la controverse pour ou contre le nucléaire, puisque ce choix sera dans tous les cas soumis aux citoyens en votation populaire.

Les risques de pénurie ayant été clairement établis, une première centrale nucléaire d'une puissance de l'ordre de 1600 mégawatts devra être mise en service au plus tard dans les années 2020-25, et rapidement suivie d'une seconde installation de puissance équivalente. Un concept global s'avère d'autant plus nécessaire que le Parlement et le peuple devront se prononcer sur l'autorisation générale de chaque projet. Et comme les grandes entreprises électriques peinent à se mettre d'accord sur le nombre et sur les sites de futures centrales, une solution politique paraît désormais inévitable.

L'Entente suisse pour une politique énergétique réaliste (AVES) et son organisation sœur, la Fédération romande pour l'énergie (FRE), éditrice du présent bulletin, s'engagent en faveur d'un approvisionnement énergétique sûr, diversifié et favorable à l'environnement. L'AVES compte près de 6000 membres individuels et collectifs, parmi lesquels plus de deux cent parlementaires de la Confédération et des Cantons. L'AVES est présidée par le Conseiller aux Etats Rolf Schweiger. Son comité comprend notamment la conseillère nationale Elvira Bader et le conseiller aux Etats Filippo Lombardi.

* * *

Brèves nouvelles d'ici et d'ailleurs

Des camions de la ville de Berne à l'agacement de Peter Brabeck

Pour remplacer une partie de l'électricité d'origine nucléaire qui couvre près des deux tiers de ses besoins, la ville de **Berne**, sous couvert de développement durable et de protection de l'environnement, entend construire une **centrale à gaz** et une autre **à bois** dans la forêt de Bremgarten. Or, la première émettra des milliers de tonnes de CO₂, tandis que la seconde brûlera 800 mètres cubes de bois par jour, qui seront amenés quotidiennement par une vingtaine de camions depuis plusieurs cantons. «Notre objectif est néanmoins un bilan énergétique positif», précisent les Services industriels de la ville fédérale...

*

Après avoir annoncé l'abandon du plan de sortie du nucléaire, la **Suède** va de l'avant en matière de gestion des déchets radioactifs. La société SKB a choisi Forsmark comme site du **dépôt géologique** profond pour le combustible usé de haute activité. Une demande de permis de construire sera déposée en 2010.

*

La multiplication des projets de nouvelles centrales nucléaires dans le monde se traduit par une **dynamisation des activités minières**. Le groupe de matières premières BHP Billiton projette d'agrandir deux mines australiennes, tandis que le groupe français Areva organisait le 1^{er} mai au Niger une cérémonie pour marquer le démarrage de la construction de la plus grande mine d'uranium africaine, qui entrera en activité en 2012.

*

Le groupe français Areva, toujours lui, a l'intention de recruter cette année **12'000 nouveaux ingénieurs** et techniciens nucléaires dans le monde. Il a lancé une campagne de communication en Allemagne, en Amérique du Nord, en Chine, en France, en Inde et au Moyen-Orient pour valoriser son potentiel d'employeur.

*

«Inefficaces, non transparentes et contradictoires!». C'est ainsi que **Peter Brabeck** qualifie les décisions des G2, G4 et autres G8 en matière de **politique énergétique**. S'exprimant devant la Chambre de commerce anglo-suisse, le président de Nestlé a notamment dénoncé la promotion des biocarburants: «Ils ne couvrent aujourd'hui que 0,0002% des besoins mondiaux, et il faudrait doubler la production agricole planétaire pour qu'ils atteignent 6,6%». Et puis, ajoute-t-il, la diminution des rejets de CO₂ qui en résulte est contrebalancée par une augmentation d'autres gaz à effet de serre, tel le méthane, qui est vingt-trois fois plus puissant que le CO₂ dans son effet de serre, rappelons-le!

*

Pour **booster l'électricité solaire**, le Gouvernement allemand ouvre tout grand les cordons de la bourse: pendant vingt ans, chaque producteur d'électricité d'origine photovoltaïque percevra 25 centimes d'euros par kilowattheure issu de son installation qu'il consommera lui-même. A terme, le coût de cette générosité se chiffrera en milliards d'euros, dont la provenance n'a toutefois pas encore été précisée...

*

Faut-il accélérer le programme nucléaire français? Pas moins de 133'000 lecteurs ont répondu à cette question posée par *Le Figaro* dans le journal et sur son site Internet. Avec pour résultat un véritable **plébiscite** – 79,52% de oui et 20,48% de non.

Des vélos plus polluants que les voitures

Un vélo électrique fabriqué en Chine pollue plus qu'une voiture européenne! Agacé d'être le bouc émissaire de la grande peur des gaz à effet de serre, l'Institut français du pétrole (IFP) nous rappelle à certaines réalités surprenantes.

La traque effrénée du moindre gramme de CO₂ ne doit pas masquer le fait qu' en matière d'énergie, les choses sont parfois plus complexes qu'elles paraissent. Ainsi, les pollueurs ne sont pas toujours où l'on croit ni ceux que l'on croit. Alors que les pays développés se sont lancés dans une chasse sans merci au gaz carbonique, les transports continuent de peser très lourdement sur l'environnement dans une bonne partie du reste du monde.

L'IFP vient de lancer un pavé dans la mare en révélant que le bilan environnemental global d'un vélo fabriqué en Chine (ou en Inde) était plus défavorable que celui d'une auto diesel française. Explication: la production d'électricité est assurée dans ces pays par des installations à charbon si polluantes que les centrales européennes, à plus forte raison nucléaires, font en comparaison figure de diffuseurs de parfum.

Ces études se fondent sur la pollution comparative «du puits à la roue». Elles s'appuient sur l'ensemble des émissions, directes et indirectes, de CO₂, mais aussi sur les caractéristiques de la production des carburants et de l'énergie utilisés pour la fabrication des véhicules. À cela s'ajoutent des coûts induits par la fabrication et la destruction des véhicules en fin de vie.

* * *

Les questions que vous nous posez

«Comment fait-on le calcul?», nous a demandé un lecteur après avoir pris connaissance d'un article de notre dernière édition, selon lequel le coût de la gestion des déchets radioactifs, en Suisse, est inclus dans le prix du kilowattheure nucléaire.

La gestion des déchets radioactifs issus des centrales nucléaires suisses comprend le conditionnement, l'entreposage et le stockage des déchets en couches profondes, ainsi que le retraitement du combustible usé. Le coût de ces opérations pour les cinq centrales existantes est évalué à 13,35 milliards de francs. Montant auquel s'ajouteront 2,19 milliards pour le démantèlement des installations et la surveillance des dépôts de stockage avant leur fermeture définitive. Ce coût global de mise en sécurité des déchets est inclus dans le prix de l'électricité à hauteur de 0,8 centime par kilowattheure. Il est calculé sur la base d'une durée d'exploitation des centrales de 50 ans. Les frais courants en matière de gestion des déchets nucléaires sont estimés à 7,5 milliards, dont 4,5 milliards ont déjà été réalisés. A cela s'ajoute l'alimentation des deux fonds spéciaux, l'un de désaffectation des installations en fin de vie, l'autre de gestion des déchets, qui s'élevaient à 3,376 milliards (versements et intérêts composés compris) au début de cette année. Ils devront couvrir un montant global de 8,5 milliards de francs, auxquels s'ajouteront 5,1 milliards issus de contributions des exploitants et du rendement du capital, ainsi que 2,5 milliards de frais courants de gestion des déchets. Total: 15,5 milliards. Depuis 1969, les centrales nucléaires suisses ont produit plus de 700 milliards de kilowattheures. Elles devraient en fournir encore au moins une fois autant avant leur fermeture.

* * *

Adressez vos questions et commentaires à info@frenergie.ch

Nos informations sont développées sur le site www.frenergie.ch

Rédaction: Jean-Pierre Bommer, Christophe de Reyff

Sources: L'Agefi, Le Figaro, Les Echos, FRE, Forum nucléaire suisse